



**IL N'Y A PAS QUE LA CHALEUR
QUI EST INSOUTENABLE**

ALERTES SANITAIRES SOCIALES ET MEDICO-SOCIALES

Chaleur, manque de moyens en personnels, en lits, en place, en structures, fermetures des services d'urgences... comment assurer aux personnes accueillies la prise en charge dont elles ont besoin ? Contrairement aux communications du gouvernement, l'été 2023 est plus que difficile dans les secteurs sanitaire, social et médico-social.

Les difficultés sont déjà là et s'accroissent, comme l'ont exprimé les mobilisations des 3 et 4 juillet un peu partout dans les établissements, notamment en psychiatrie et dans les centres 15.

Les usager·ères et les salarié·es sont en difficulté, et même en souffrance, mais le gouvernement et le patronat continuent leurs marches aveugles vers des politiques drastiques de réduction des

dépenses publiques de santé, de baisse du coût du travail, et de transfert des activités vers le secteur lucratif.

Les directions, sous l'impulsion des ministères, utilisent de plus en plus le concept de « *mode dégradé* ». Ainsi, on s'organise pour travailler avec toujours moins d'effectifs en réduisant le niveau de prise en charge, au détriment des risques encourus par toutes et tous. Le mode dégradé, cela signifie qu'on bricole, qu'on n'est pas ouvert tout le temps, et qu'on ne peut pas soigner tout le monde. Il ne faut pas se raconter des histoires !

Et à la fin, ce sont quand même des gens qui meurent !

**L'exception ne doit pas devenir la norme !
On ne l'acceptera pas !**

**Alors, nous continuerons à résister !
Nous continuerons à alerter
sur la situation !
Et nous continuerons à nous
organiser pour se mobiliser !**

Ainsi, la CGT va démultiplier les alertes partout sur le territoire, dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux envers les ministères qui nous concernent, les ARS et les conseils départementaux.

Tous les salarié·es sont appelés à se rapprocher des syndicats CGT, des élu·es du personnel pour que les situations à risque soient recensées.

Le gouvernement ne peut plus cacher les réalités locales et se retrouve toujours plus isolé. Il doit répondre maintenant à l'intersyndicale nationale réunissant La CGT, FO, SUD et l'UNSA qui demandent l'ouverture de négociations sur les salaires, les effectifs, les formations. Ces négociations doivent trouver des réalités dans le cadre de l'adoption du PLF et PLFSS relatif au financement des budgets de nos établissements.

Retrouvez toute l'actualité fédérale sur www.sante.cgt.fr

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 51